



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 53.787/2/V
du 12 août 2013

advies 53.787/2/V
van 12 augustus 2013

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant certaines
dispositions relatives au stage
des agents de l'État'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
sommige bepalingen
betreffende de stage van de
federale ambtenaren'

Le 18 juillet 2013, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Secrétaire d'État à la Fonction publique, adjoint au Ministre des Finances à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'modifiant certaines dispositions relatives au stage des agents de l'État'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 12 août 2013. La chambre était composée de Philippe QUERTAINMONT, président de chambre, Jacques JAUMOTTE et Luc CAMBIER, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Colette GIGOT, greffier.

Le rapport a été présenté par Alain LEFEBVRE, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Jacques JAUMOTTE.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 12 août 2013.

*

Op 18 juli 2013 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Staatssecretaris voor Ambtenarenzaken, toegevoegd aan de Minister van Financiën verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de stage van de federale ambtenaren'.

Het ontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 12 augustus 2013. De kamer was samengesteld uit Philippe QUERTAINMONT, kamervoorzitter, Jacques JAUMOTTE en Luc CAMBIER, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Colette GIGOT, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Alain LEFEBVRE, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Jacques JAUMOTTE.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 12 augustus 2013.

*

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1. Les protocoles de négociation syndicale n'ont pas été joints à la demande d'avis.

L'auteur du projet veillera au bon accomplissement de cette négociation syndicale.

Dans l'hypothèse où le texte du projet serait modifié ultérieurement à la suite de la négociation syndicale, sans que les modifications ne fassent par ailleurs suite à l'avis rendu par le Conseil d'État, il conviendrait de soumettre à nouveau le texte ainsi modifié à l'avis du Conseil d'État.

2. En vertu de l'article 21, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 'portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions', l'accord du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions est requis. Cet accord ne figure cependant pas au dossier.

Il convient de veiller au bon accomplissement de cette formalité préalable.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Il convient de viser l'accord du Ministre de la Fonction publique avec la mention de sa date.
2. Il résulte de l'arrêté royal du 9 juillet 1981 'portant création d'un Conseil supérieur national des personnes handicapées', que l'avis de ce conseil n'est pas obligatoire. Il doit, dès lors, être mentionné sous la forme d'un considérant, après la mention des formalités obligatoires.

PROPOSANT

En vertu des articles 1^{er}, 2^o, et 21, § 1^{er}, de l'arrêté royal du 3 avril 1997 'portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux des pensions', le projet doit être proposé également par

« le ministre ou les ministres dont l'institution publique de sécurité sociale intéressée relève ou dont les institutions publiques de sécurité sociale intéressées relèvent ».

DISPOSITIF

Article 2

(modification des articles 30, 32, 33, 33bis, 36, 37 et 48quinquies de l'arrêté royal du 2 octobre 1937)

1. Bien qu'il s'agisse d'une même modification apportée à plusieurs articles de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 'portant le statut des agents de l'État', il y a lieu de consacrer un article distinct à chaque article modifié. En effet, plusieurs des articles modifiés par l'article 2 du projet sont également modifiés par les articles 3, 5 et 6 du projet. Or, il y a lieu de grouper dans un même article toutes les modifications apportées à un même article.

Plus particulièrement, l'article 2 du projet implique que sont modifiés les paragraphes 1^{er} et 3 de l'article 33bis, alors qu'il résulte de l'article 6 du projet que les paragraphes 1^{er} et 2 sont abrogés. Il y a donc lieu de consacrer un article à la modification de l'article 33bis dont le 1^o mentionnera l'abrogation des paragraphes 1^{er} et 2 et dont le 2^o mentionnera les modifications apportées au paragraphe 3.

2. Il y a lieu de mentionner, plus précisément, l'article 30, § 2, l'article 33, § 1^{er}, et l'article 37, § 1^{er}.

3. En vertu du texte en projet, les compétences de la commission interdépartementale des stages et des commissions des stages sont désormais exercées par la commission interdépartementale des recours en matière d'évaluation, compétente pour les recours dans les services publics fédéraux et le Ministère de la Défense, dont la composition et le fonctionnement sont réglés par les articles 22bis à 25bis de l'arrêté royal du 2 août 2002 'instituant un cycle d'évaluation dans les services publics fédéraux et dans le Ministère de la Défense'.

Dès lors, les articles 33bis, § 3, et 36, § 3, ainsi que l'article 38, § 3 – que le projet ne modifie pas – de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 doivent être modifiés afin d'en omettre les règles déjà fixées dans les articles 22bis à 25bis précités. Il peut être renvoyé aux dispositions pertinentes de l'arrêté royal du 2 août 2002, seules étant maintenues les précisions nécessaires pour permettre l'application de ces dispositions aux stagiaires.

Article 13

(modifications de l'article 15ter de l'arrêté royal du 8 janvier 1973)

Les paragraphes 4 et 5 de l'article 15ter de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 'fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public', que le projet ne modifie pas, doivent être adaptés de la manière mentionnée dans l'observation 3 formulée sous l'article 2.

Article 14

(modifications de l'article 15^{quater} du même arrêté)

1. Compte tenu de l'abrogation du paragraphe 1^{er}, il y a lieu de mentionner, au paragraphe 2 de l'article 15^{quater}, qu'il est question des stagiaires de niveau B, C et D (alors que l'article 15^{ter} concerne les stagiaires de niveau A).
2. Les paragraphes 2 et 3 de l'article 15^{quater} de l'arrêté royal du 8 janvier 1973 doivent être adaptés de la manière mentionnée dans l'observation 3 formulée sous l'article 2.

Article 16

(abrogation des articles 7 à 11 et 31 à 53 de l'arrêté royal du 30 avril 1999)

L'article 8 de l'arrêté royal du 30 avril 1999 'fixant le statut du personnel administratif et du personnel technique des établissements scientifiques de l'État' a déjà été abrogé par l'arrêté royal du 8 juillet 2004.

Chapitre VI

Il y a lieu d'écrire « Disposition transitoire » (au singulier) puisque ce chapitre ne comprend qu'un seul article.

LIEU ET DATE

Il convient de mentionner : « ... (lieu), le... (date) ».

SIGNATURE

Les mots « Vu pour être soumis à l'avis du Conseil d'État » doivent être omis.

OBSERVATION FINALE DE LÉGISTIQUE

Il y a lieu de mentionner les modifications encore en vigueur subies par les dispositions modifiées ou abrogées par le projet.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1. De protocollen van de onderhandelingen met de vakbonden zijn niet bij de adviesaanvraag gevoegd.

De steller van het ontwerp moet ervoor zorgen dat die onderhandelingen met de vakbonden plaatsvinden.

Indien de tekst van het ontwerp naderhand ten gevolge van de onderhandelingen met de vakbonden zou worden gewijzigd, zonder dat de wijzigingen voor het overige aansluiten bij het advies van de Raad van State, moet de aldus gewijzigde tekst opnieuw om advies aan de Raad van State worden voorgelegd.

2. Krachtens artikel 21, § 1, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 'houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels' is de akkoordbevinding vereist van de minister die bevoegd is voor Ambtenarenzaken. Deze akkoordbevinding bevindt zich echter niet in het dossier.

Er moet voor gezorgd worden dat dit vormvereiste naar behoren wordt vervuld.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Er dient verwezen te worden naar de akkoordbevinding van de minister van Ambtenarenzaken met vermelding van de datum ervan.

2. Uit het koninklijk besluit van 9 juli 1981 'tot oprichting van een Nationale Hoge Raad voor personen met een handicap' vloeit voort dat het advies van deze raad niet verplicht is. Dat advies moet derhalve als een overweging worden vermeld, na de vermelding van de verplichte vormvereisten.

VOORDRACHTFORMULIER

Krachtens de artikelen 1, 2°, en 21, § 1, van het koninklijk besluit van 3 april 1997 ‘houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels’ moet het ontwerp eveneens voorgedragen worden door “de minister of ministers onder wie de betrokken openbare instelling of instellingen van sociale zekerheid ressorteert of ressorteren”.

DISPOSITIEF

Artikel 2

(wijziging van de artikelen 30, 32, 33, 33bis, 36, 37 en 48quinquies van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937)

1. Alhoewel het eenzelfde wijziging betreft die wordt aangebracht in meerdere artikelen van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 ‘houdende het statuut van het rijkspersoneel’, moet aan elk artikel dat gewijzigd wordt een afzonderlijk artikel worden gewijd. Meerdere artikelen worden immers niet alleen door artikel 2 van het ontwerp maar ook door de artikelen 3, 5 en 6 van het ontwerp gewijzigd. Alle wijzigingen die in eenzelfde artikel worden aangebracht moeten evenwel in eenzelfde artikel worden gegroepeerd.

Meer bepaald houdt artikel 2 van het ontwerp in dat de paragrafen 1 en 3 van artikel 33bis worden gewijzigd, terwijl uit artikel 6 van het ontwerp volgt dat de paragrafen 1 en 2 worden opgeheven. Aan de wijziging van artikel 33bis moet dus een artikel worden gewijd waarvan onderdeel 1° de opheffing van de paragrafen 1 en 2 vermeldt en waarvan onderdeel 2° de wijzigingen aangeeft die in paragraaf 3 worden aangebracht.

2. In artikel 2 moeten meer bepaald artikel 30, §2, artikel 33, § 1, en artikel 37, § 1, worden vermeld.

3. Krachtens de ontworpen tekst worden de bevoegdheden van de interdepartementale stagecommissie en van de stagecommissies voortaan uitgeoefend door de interdepartementale beroepscommissie inzake evaluatie, die bevoegd is voor de beroepen in de federale overheidsdiensten en voor het Ministerie van Landsverdediging, waarvan de samenstelling en de werkwijze worden geregeld door de artikelen 22bis tot 25bis van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 ‘tot invoering van een evaluatiecyclus in de federale overheidsdiensten en in het Ministerie van Defensie’.

Van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 moeten de artikelen 33bis, § 3, en 36, § 3, alsook artikel 38, § 3 – dat door het ontwerp niet wordt gewijzigd – derhalve worden gewijzigd teneinde daarin de regels te schrappen die reeds in de voornoemde artikelen 22bis tot 25bis zijn vastgelegd. Er kan worden verwezen naar de relevante bepalingen van het koninklijk besluit van 2 augustus 2002 waarbij enkel de noodzakelijke preciseringen worden behouden om deze bepalingen te kunnen toepassen op de personeelsleden op proef.

Artikel 13

(wijzigingen van artikel 15^{ter} van het koninklijk besluit van 8 januari 1973)

De paragrafen 4 en 5 van artikel 15^{ter} van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 ‘tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut’, die door het ontwerp niet worden gewijzigd, moeten worden aangepast op de wijze die in opmerking 3 betreffende artikel 2 is aangegeven.

Artikel 14

(wijzigingen van artikel 15^{quater} van hetzelfde besluit)

1. Gelet op de opheffing van paragraaf 1, moet in paragraaf 2 van artikel 15^{quater} worden vermeld dat het personeelsleden op proef van niveau B, C en D betreft (terwijl artikel 15^{ter} op de personeelsleden op proef van niveau A betrekking heeft).

2. De paragrafen 2 en 3 van artikel 15^{quater} van het koninklijk besluit van 8 januari 1973 moeten worden aangepast op de wijze die in opmerking 3 betreffende artikel 2 is aangegeven.

Artikel 16

(opheffing van de artikelen 7 tot 11 en 31 tot 53 van het koninklijk besluit van 30 april 1999)

Artikel 8 van het koninklijk besluit van 30 april 1999 ‘tot vaststelling van het statuut van het administratief en technisch personeel van de wetenschappelijke instellingen van de Staat’ is reeds opgeheven bij het koninklijk besluit van 8 juli 2004.

Hoofdstuk VI

Men schrijve “Overgangsmaatregel” (in het enkelvoud), aangezien dit hoofdstuk slechts één artikel bevat.

PLAATS EN DATUM

Men vermeldde “... (plaats), ... (datum)”.

ONDERTEKENING

De woorden “Gezien om voorgelegd te worden aan de Raad van State” moeten worden weggelaten.

WETGEVINGSTECHNISCHE SLOTOPMERKING

Er behoort melding te worden gemaakt van de nog geldende wijzigingen die de bepalingen hebben ondergaan die door het ontwerp worden gewijzigd of opgeheven.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Colette GIGOT

Philippe QUERTAINMONT